

Demande d'allocation de la subvention prévue à l'article 185 bis du CGI
Formulaire à adresser au service des impôts du lieu de votre domicile fiscal.

Raison sociale (Personnes morales et structures publiques)	
Prénom et Nom (Personnes physiques)	
NINEA (09 chiffres) :	
Code fiscal (COFI) :	
Centre fiscal de rattachement :	
Activité principale exercée :	
Autres activités exercées :	
Adresse – Numéro de porte :	
Adresse – Rue :	
Adresse – Commune :	
Adresse – Arrondissement :	
Adresse – Département :	
Adresse – Région :	
Téléphone :	
Email :	

Demande d'allocation d'une subvention:

En raison des difficultés financières rencontrées à la suite de la crise de Covid-19, je sollicite une subvention directe correspondant au montant des retenues d'impôts et taxes exigibles au titre de la période de crise. Je prends l'engagement, à travers la présente demande, de maintenir les emplois pendant la crise sanitaire ou à payer plus de 70% du salaire des employés mis en chômage technique. A cet effet, je joins l'engagement visé par l'Inspection du Travail et de la Sécurité sociale ainsi que les éléments justificatifs de ma situation d'impactée directe de la Covid-19.

Précisez les impôts et taxes concernés (exemple: IR, TRIMF, CFCE):

Nature de l'impôt ou de la taxe	Mois de l'échéance	Montant exigible

Précisez les informations ci-après:

Nature de l'impôt ou de la taxe	Mois de l'année 2020	Montant versé
IR	Janvier	
TRIMF		
CFCE		
IR	Février	
TRIMF		
CFCE		

Veuillez choisir l'une ou les situations suivantes qui correspondent à votre situation économique. Tout choix doit être justifié.

Caractéristiques d'une activité directement impactée au sens de l'article 185 bis du CGI	Oui ou Non	Joindre Pièce justificative
Arrêt total ou partiel, dûment constaté, des activités professionnelles		
Fermeture des locaux professionnels découlant de l'absence d'activités		
Mise en chômage technique d'une partie significative du personnel représentant au moins 50% des effectifs permanents		
Baisse d'au moins 33% du chiffre d'affaires réalisé de mars 2020 au mois précédent le dépôt de la demande comparativement à celui réalisé au cours des mêmes mois de l'exercice précédent		

NB: Veuillez joindre à cette demande la copie des documents suivants visés dans l'arrêté relatif aux modalités d'allocation de la subvention visée à l'article 185 bis du CGI:

- les déclarations de retenues à la source au titre du mois ;
- l'état mensuel des salaires versés en précisant, le cas échéant, les salariés en chômage technique et les travailleurs en activité ;
- l'acte d'engagement dûment visé par l'Inspection du Travail et de la Sécurité sociale compétent;
- les justificatifs de la baisse du chiffre d'affaires.

Par ailleurs, il faut retenir que la dispense de reversement des impôts et taxes retenus et exigibles ne s'applique pas aux rémunérations ou éléments de rémunérations imposables dus au titre d'un mois non compris dans la période des mois de mars, avril et mai et payés au cours de cet intervalle.

Date :

Cachet et date du service réceptionnaire

Prénom, Nom et déposant:

Signature et cachet de l'entreprise
ou de son représentant :